

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

18 MAI AU 31 MAI 1978

8^e ANNÉE — N° 271 — 4,00 F

parti communiste :

un parti pour rien ?



quand les royalistes repensent la politique ...

« Le phénomène que constitue la Nouvelle Action Française existe depuis longtemps, mais il étonne toujours ». Cette remarque du « *Matin de Paris* » reflète assez bien dans l'ensemble le ton des articles (en augmentation cette année) qui ont été consacrés aux « Journées royalistes » organisées par la N.A.F., par les quotidiens nationaux et régionaux.

THOREZ ET BERNANOS REUNIS...

Etonnement par la diversité du public et des intervenants. « Les participants des deux journées royalistes organisées par la N.A.F. étaient relativement jeunes, mais très difficiles à cataloguer » souligne Pascal Krop. Même étonnement de la part du *Quotidien de Paris* dont une page nous était spécialement consacrée.

« Ce public chaleureux où l'on remarquait le fils de Bernanos ainsi que Marcel Jullian et, ironie de l'histoire, Paul Thorez fils du grand dirigeant communiste, montrait par sa présence attentive et souvent enthousiaste que l'idée monarchique, contrairement à l'idée reçue n'est pas encore tout à fait morte en France ». Contrairement à l'idée reçue... Ah ces royalistes, ils dérangent !

Mais c'est surtout la présence — ah combien symbolique — des fils de Thorez et de Bernanos dans le public, comme l'image réfléchie des intervenants des journées qui ont retenu l'attention des journalistes. « C'est peu commun de voir Roger Pannequin l'ancien responsable de l'école centrale du PC expliquer à de jeunes royalistes, les rapports entre le Parti et les travailleurs » souligne Pascal Krop qui n'en finit pas de s'étonner. Des personnes de l'extrême-droite à l'extrême-

gauche venues repenser la politique avec les royalistes voilà qui bouscule bien des habitudes !

« Elle a eu la N.A.F. au moins le mérite de réunir autour d'une table des intellectuels de droite et de gauche, des socialistes, des communistes, lesquels n'ont plus tellement l'occasion, ces temps-ci, de se rencontrer en d'autres lieux » conclut en un long article Louis Callais dans l'*Est-Républicain*, démontrant ainsi que pour changer la politique il faut commencer par se libérer des partis qui tendent à se comporter comme de simples rouages de l'appareil d'Etat.

REDUIRE LE POUVOIR DE L'HOMME SUR L'HOMME

Quant au fond du débat, c'est surtout les déclarations de Maurice Clavel qui ont suscité de l'intérêt. Elles ont démontré que nous étions en communion de pensée sur de nombreux points. A retenir la déclaration de Clavel sur les conditions d'instauration d'une monarchie populaire et décentralisée. « Les chances de la monarchie seront à la mesure de sa capacité à se manifester comme la réalité métaphysico-historique qui est par essence la plus diamétralement opposée et qui a le plus de chance de réduire non pas le pouvoir mais le pouvoir de l'homme sur l'homme » cela « sans projet conciliateur explicite ». Il faut donc préparer le recours au Prince. « Les royalistes souhaitent apparaître comme des rassembleurs derrière un prince remonté à cheval » (*Est-Républicain*).

Projet qui a suscité un certain nombre de critiques que nous ne chercherons pas à mettre

de côté, car nous avons tout à gagner à un véritable débat. Parmi celles-ci, nous retenons l'article de Jérôme Bindé du *Quotidien de Paris*. Les royalistes gagneraient à se faire psychanalyser semble suggérer l'auteur. « Dès lors, le salut politique ne peut qu'attendre son roi, sauveur suprême... Que Pierre Boutang se fasse analyser par Pierre Legendre, et il saura que cet amour du censeur, cette circulation de l'amour entre le souverain et les sujets n'est que le terrain où se déploie une science sexuelle du pouvoir » Puis plus loin en conclusion. « Ce ne sont pas les qualités intellectuelles de Pierre Boutang ou de Gérard Leclerc qui sont en cause, ni les vertus monarchiques de Bertrand Renouvin ou d'Yvan Aumont. Le problème est de savoir si un mouvement tenté par la révolution n'attend pas, en un rêve impossible comme dans le mythe du roi-enfant au Portugal, le retour réel d'un conte de fées sur la terre, en oubliant que l'oppression et la tyrannie se nourrissent aussi de fantasmes charmeurs et amoureux » fantasmes dont l'auteur avait rappelé précédemment certains avatars historiques. « Qui ne se souvient pas que les ailleurs mythiques ont eux aussi bien souvent débouchés sur l'oppression la plus réelle et la plus crasse : l'histoire des années trente en est l'exemple le plus notoire, où de jeunes intellectuels, cherchant d'autres voies que celles que leur proposait la droite parlementaire ou le front populaire, ont doucement glissé d'une rébellion spirituelle au pétainisme, voire pour certains à la collaboration ».

Nous n'esquiverons pas ce débat, et, dans ce numéro, Gérard Leclerc répond à Jérôme Bindé.

Jacques BLANGY

repères

Ce numéro une nouvelle fois consacre une large place au parti communiste. Non seulement à cause du caractère spectaculaire plus spectaculaire que réel ? pris par sa crise. Non seulement à cause de la qualité des témoignages de Roger Pannequin et Pierre Daix. Mais aussi parcequ'il est le parti par excellence, celui qui gèle le plus de générosités et de dévouements, en un mot qui pervertit et travestit le plus la vie politique : socialistes et giscardiens dont le jeu est analysé en éditorial ne font que le copier.

C'est contre les partis que devra être repensé la politique : c'était aussi le thème de nos quatrièmes journées royalistes dont le succès, la qualité et la variété des participants ont fait un événement dans la vie politique française. Nous en rendons compte en page 10 et 11. Cependant que Gérard Leclerc et notre Presse au crible étudient les problèmes de fond que posent l'existence même de la N.A.F.

Repenser la politique, ou sinon le jeu des promesses menteuses suivies d'actes sortis de l'imagination d'un rédacteur de « *Charlie-hebdo* » continueront : tel le xième plan Barre en forme de ceinture pour les travailleurs (*Nation Française*)

Repenser la politique, ou sinon une méritocratie de « surdoués » (notre Mauvaise humeur) sélectionnera et préfabriquera du fœtus au cercueil un peuple de robots, Hitler en rêvait déjà voici quarante ans (article de Didier Gestat de Garambé).

Repenser la politique, ou sinon la mort planétaire de la poésie y compris dans la Grèce de Constantin Cavafy dont nous entreten Ghislain Sartoris.

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,

75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F

C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

sauve-qui-peut !

La loi provisoire du 17 janvier 1975 (dont tout le monde sait qu'elle est définitivement provisoire) instituant ce que l'on appelle pudiquement l'interruption volontaire de grossesse est un échec et une véritable bombe à retardement n'en déplaise à ses père et mère, V.G.E. et Simone VEIL, hérauts de la société libérale avancée.

Tous les médecins, tous les observateurs quelque peu honnêtes s'accordent pour reconnaître que les modalités d'application du droit de tuer ne sont ni ne peuvent être respectées. Bien des régions de France n'ont pas les structures hospitalières leur permettant de faire face à l'afflux des demandes causé par l'encouragement moral de cet acte ; les tarifs légaux sont élevés pour beaucoup de femmes (précisément celles qui se trouvent dans une situation précaire, et dont on pouvait croire que la loi était faite pour elles, sont exclues par cet obstacle) ; les formalités sont tatillonnes. Le résultat est que, pour l'immense majorité des cas sociaux véritables, la seule solution reste l'avortement clandestin, entreprise dont on n'a pas encore entendu dire qu'elle subissait un quelconque marasme économique, ou le recours au M.L.A.C. qui n'a rien perdu de son ardeur. La seule différence notable avec la situation antérieure réside dans le fait que l'on a fini par ancrer à coups de mass média dans la mentalité d'un peuple, l'impression que, somme toute, tuer dans un certain cadre n'a rien d'immoral. Pour l'immense majorité des femmes qui avortent pour des prétextes égoïstes ou futiles (achat d'une grosse cylindrée, d'une T.V. couleur, vacances aux sports d'hiver à ne pas manquer), la situation est certes améliorée puisqu'elles économisent le prix d'un voyage en Suisse... ou l'aide d'un médecin peu scrupuleux. Mais les autres, les mineures en fugue, résultats d'une politique d'éducation dont on a fait l'économie, celles-là se trouvent jetées dans les bras des clandestins, parfois médicaux, ou du M.L.A.C. C'est ainsi que le Tribunal Correctionnel d'Aix-en-Provence a eu à juger le 19 mars 1977 de l'attitude de six militantes du M.L.A.C. qui avaient véritablement torturé une

jeune fille de 17 ans enceinte de 3 mois en tentant, quatre heures durant, de lui appliquer la méthode dite « Karman ». Elles se payèrent le luxe, avec l'appui de 2000 supporters qui avaient envahi la place du Palais, de clamer à l'audience qu'elles avaient toujours agi ainsi et continueraient à pratiquer des avortements hors du cadre légal et s'en tirèrent avec une condamnation symbolique.

ET MAINTENANT L'EUTHANASIE ?

Le fait que ce procès ait eu lieu est évidemment une « bavure » car la justice ne peut faire du zèle en faisant respecter une loi inapplicable et en désavouant régulièrement par des poursuites « intempestives » la grande œuvre des quatre premières années du mandat de V.G.E.

Quant aux prolongements de cette atteinte au respect de la vie, ils commencent à montrer sérieusement le bout de l'oreille avec notamment l'euthanasie à laquelle sont consacrées nombre d'émissions radio-télévisées de façon à modifier l'état d'esprit et la morale d'un peuple jugé quelque peu vieux jeu sur ce point. Et ce, afin de lui inculquer ce qui n'est qu'une variante de l'idéologie nazie. Les tenants de la « nouvelle morale », quelques pitres isolés ? Le Pr Crick de l'université de Cambridge, prix Nobel de médecine, demande « qu'une nouvelle définition légale de la naissance (2 jours après la délivrance) soit instaurée qui permettrait de se débarrasser des nouveaux-nés qui ne sont pas des êtres humains au vrai sens du terme ». Le même Pr Crick réclame que « la mort légale soit située après quatre-vingts ans au delà desquels les médecins n'auraient plus à prolonger la vie ».



Le biologiste français Jean Rostand, quant à lui, déclarait : « Je ne suis pas contre une eugénique qui empêcherait l'anormal de naître et même qui ferait des supernormaux ». Fin 1974, ce sont quarante personnalités dont le Pr Monod, prix Nobel de médecine, et M. Sicco Mansholt, ancien président de la commission du Marché commun qui avouaient que « la société n'avait aucun intérêt ni besoin véritable à faire survivre un malade incurable ».

Les paroles reçoivent déjà application et le Pr Minkowsky avoue la pratique de l'euthanasie dans son service de médecine néo-natale de l'hôpital Port-Royal à Paris.

Faut-il s'étonner que le GRECE ait aidé le Dr Peyret, député U.D.R., initiateur de la législation de l'avortement, et qu'après la parution du numéro de Nouvelle Ecole consacré à l'eugénisme, ce député ait écrit : « Je

conserve ce document pour étayer la thèse que nous soutenons en matière de réforme de la législation sur l'avortement ». Le Dr Trémeau n'a-t-il pas déclaré devant le groupe U.D.R. de l'assemblée que « le progrès de la médecine fait qu'à la sélection naturelle succédera de plus en plus une sélection artificielle ».

Au mois d'avril 1978, c'est le sénateur Caillavet qui dépose une proposition de loi sur la mort à la carte dont on ne peut exclure qu'elle soit votée par la nouvelle assemblée.

Lorsque l'on sait qu'au début aussi l'expérience nazie a impliqué seulement des changements subtils à peine perceptibles dans le comportement des médecins, dans la déontologie médicale et dans la législation nationale, il n'est pas besoin d'être devin pour connaître les risques que nous prenons.

Olivier GESTAT de GARAMBE

les mercredis de la n.a.f.

Tous les mercredis dans nos locaux, 17, rue des Petits-Champs à Paris, à partir de 19 h 30 discussion libre autour du buffet, à 20 h 30 précises, début de la conférence ou du débat.
Mercredi 17 mai - Conférence de Gérard Leclerc « Le sacré ».

Mercredi 24 mai - « Le nouveau libéralisme », débat animé par Jacques Beaume.

Mercredi 31 mai - « Le nucléaire », débat animé par Jacques Beaume.

Mercredi 7 juin - L'écrivain dans la cité », conférence de Gabriel Matzneff.

Mercredi 14 juin - « Bernanos vu par son fils », conférence de Jean-Loup Bernanos.

Mercredi 21 juin - « La chanson dans la vie », débat animé par François Viet, chanteur royaliste.

metz

Conférence-débat de Philippe de Saint-Robert sur le thème « de Gaulle et le Comte de Paris » à Metz, le jeudi 25 mai à 20 h 30 dans le salon de Guise à l'Hôtel de Ville de Metz.

l'économie sauvage



combien de chômeurs dans un an ?

Nous avons dit, au lendemain des élections, que le Pouvoir, fort de sa victoire, ne tarderait pas à durcir son action. La preuve en est faite désormais.

Tandis que M. Giscard d'Estaing fait des grâces à l'opposition et reçoit les dirigeants syndicaux, M. Barre applique les méthodes de ce « libéralisme avancé » qui lui tient lieu de pensée. Méthodes cyniques et sauvages qui contredisent les douces promesses électorales. La majorité annonçait la « poursuite » du redressement : nous subissons aujourd'hui l'accélération de la hausse des prix et l'accroissement du chômage.

« AJUSTEMENTS »

La hausse des prix ? Dans les services publics, elle sera plus forte que celle que nous annonçons dans notre précédent numéro : par exemple, si les usagers des chemins de fer voient le prix de leur billet augmenter de 15% comme prévu, la S.N.C.F. a procédé à quelques « ajustements » supplémentaires et particulièrement salés : c'est ainsi que la carte demi-tarif augmente de 25% et la location des couchettes de 20%. Dans les semaines à venir, les affranchissements augmenteront de 15 à 20%, le carnet de tickets de métro de 13,6% et les automobilistes paieront l'essence encore plus cher.

Bien sûr, le Premier ministre n'a pas manqué de faire, à cette occasion, un cours sur le financement des entreprises publiques, afin de justifier les augmentations de tarifs. Peut-être étaient-elles nécessaires. Mais leur taux montre que les Français sont

aujourd'hui obligés de supporter des mois et des mois de laxisme pré-électoral. M. Barre a donc menti par omission. Et il continue de mentir en affirmant que les hausses des tarifs publics n'auront qu'une faible incidence sur le coût de la vie. Comment, en effet, les commerçants et les industriels ne répercuteraient-ils pas ces augmentations dans leurs prix ?

D'ailleurs, l'indice de mars montre que le ralentissement de l'inflation était purement artificiel : avec un indice de 0,9% le mois dernier, on aboutit à un taux d'inflation de 9,2% depuis un an. Mais peu importe à M. Barre qui a déclaré que « les indices bas, maintenus artificiellement, ne sont pas de bons indices ». Que n'a-t-il prononcé cette belle phrase pendant la campagne électorale !

Sans doute, les partisans de la majorité feront valoir que M. Barre s'est penché avec mansuétude sur les « smicards ». De fait, le S.M.I.C. a été relevé de 3,87% et passe de 1750 F à 1818 F par mois. Soit un accroissement de pouvoir d'achat de 1%... qui sera dévoré en un peu plus d'un mois. Merci M. Barre. Ça, c'est de la politique sociale !

CANARDS BOITEUX

Et gare à la suite ! Car nous n'en sommes qu'à la première phase de la nouvelle politique économique. Après l'opération

« vérité des prix » dans le secteur public, il y aura la libération des prix industriels. Et ensuite, la liquidation des « canards boiteux », afin de « muscler » l'économie française.

Liquidation qui aura des effets catastrophiques sur le niveau de l'emploi. Déjà, l'actualité quotidienne montre que la situation ne cesse de s'aggraver. Quelques exemples :

— La sidérurgie a perdu 10 milliards de francs en trois ans et n'est pas compétitive, comme l'a déclaré M. Giraud devant l'Assemblée nationale avant d'annoncer de nouvelles réductions d'activité et des fermetures d'usines qui « devront être compensées par des innovations et des installations nouvelles ». En attendant, les compressions d'effectifs ne manqueront pas de s'accroître.

— Dans les Cuirs et peaux, 40% des effectifs sont en chômage partiel. Ce secteur est durement touché par la concurrence de l'Amérique latine, les importations représentant aujourd'hui 40% de la consommation française, contre 12% en 1969. Et, début mai, on apprenait le dépôt de bilan des Tanneries de Sireuil et 562 licenciements (sur un effectif de 996 personnes) aux Tanneries réunies.

— Dans le textile, Boussac est depuis longtemps en crise, faute d'avoir su prévoir la concurrence asiatique. Déjà, les effectifs sont tombés de 16 500 salariés en 1970 à 11 500 actuellement. La situation est particulièrement catastrophique dans les Vosges où les effectifs sont tombés de 12 000 en 1960 à 6 400 aujourd'hui (dont 3 800 dans des sec-

teurs très menacés). Et le « plan de survie » de Boussac prévoit de nouveaux licenciements...

— Dans la construction et la réparation navale où, là encore, la concurrence internationale est très vive, des licenciements sont inévitables. Ainsi, à Marseille, la firme Terrin a dû licencier 825 salariés, soit 20% environ des effectifs.

De fermetures d'usines en compressions d'effectifs, combien la France comptera-t-elle de chômeurs dans un an ? Un million et demi ? Ce chiffre prévisible disqualifie toutes les explications que le gouvernement ne manquera pas de donner. Sans doute, des secteurs ne sont pas compétitifs. Mais qu'a-t-on fait pour les stimuler ou — cas de la sidérurgie — pour les reconvertir ? Sans doute la concurrence internationale est dure. Mais qu'a-t-on fait pour l'affronter ?

L'astuce de Giscard est de faire croire aux Français qu'il vient seulement d'arriver au pouvoir. Pourtant en 1974, il était ministre de l'Economie et des Finances depuis plusieurs années. Pourtant, cela fait quatre ans qu'il est Président de la République. La « crise mondiale » ne date pas d'hier. Les nécessités de la « restructuration » non plus. Mais le gouvernement a laissé pourrir une situation qui se révèle maintenant catastrophique.

Pendant ce temps, les syndicats négocient avec le patronat. C'est dans un certain ordre des choses. Mais, sur le tas, face à la sauvagerie libérale, il n'est pas d'autre solution que la grève sauvage et l'occupation sauvage.

B. LA RICHARDAIS



par
gérard
leclerc

réponse à jérôme bindé

Même si dans le grand article que Jérôme Bindé a consacré à nos « Journées royalistes » (1) quelques épines se sont glissées, nous n'avons pas à boudier notre satisfaction. Ce n'est pas souvent qu'un journaliste tente d'aller au-delà des clichés et de la langue de bois politicienne, pour mieux mettre à jour la pensée et le projet d'un mouvement. Je sais que si l'actualité le lui avait permis, il aurait été encore plus avant. Il convient donc de le remercier avant de répondre à ses critiques, aussi franchement qu'il les a exprimées.

Au cours de ces deux journées où, observateur attentif, il a tout noté, il lui a semblé percevoir « *un compromis instable* » entre par exemple, une tradition ancestrale et un désir de révolution, ou encore la critique moderne opérée par Foucault des dispositifs de savoir pouvoir et un légitimisme attaché à une dynastie. Plus loin : « *qui sont donc ces royalistes qui entendent réconcilier la dynastie des Orléans avec la « Révolution » de mai 1968 ?* ». Jérôme Bindé est-il bien sûr d'avoir identifié correctement la tradition dont il parle ? Est-elle si antithétique d'un désir de révolution où liberté et justice accusent une société d'usure ? Qu'il consulte la collection des déclarations des chefs de la Maison de France. Du Comte de Chambord au Comte de Paris, c'est le même langage, le même refus opposé à une classe égoïste, la dénonciation de l'oppression capitaliste. Quant à la pensée du Comte de Paris et à l'événement Mai 1968, il suffit de rappeler les termes de la lettre du Prince au général de Gaulle datée du 18 de ce fameux mois : « *la signification profonde de ces révoltes est le refus d'une société qui se décompose et qui n'est plus vraiment acceptée que par ceux-là qui ont su maintenir leurs privilèges ou qui comptent encore y trouver d'égoïstes satisfactions... La reconstitution de notre société*

sur des bases nouvelles n'est plus un rêve idéologique, c'est une nécessité historique ». La N.A.F. n'a donc pas conscience d'opérer un numéro de haute voltige. En accord avec son passé essentiel, elle vit son présent en symbiose avec son Prince. La tradition ce n'est pas autre chose pour nous. Ceux qui vivent dans la contradiction, Jérôme Bindé les trouvera plus certainement du côté de ces « royalistes » conservateurs qui n'ont cessé de suspecter le prétendant et que perpétuellement le réflexe de peur voue à l'homme providentiel qui préservera l'ordre social ou bien plutôt le désordre établi. S'il faut juger à la mesure des continuités, on parlera à leur propos de dérapage de tradition : du légitimisme au boulangisme. D'une certaine manière, ce fut le péché de l'Action Française partie de son monarchisme pour aboutir au front national dressé contre le front populaire en dépit d'un Prince déjà « ailleurs ». (2)

AILLEURS ?

Justement, sur cet « ailleurs », Jérôme Bindé nous prie de retrouver la mémoire : « *... les ailleurs mythiques ont eux aussi bien souvent débouché sur l'oppression la plus réelle et la plus crasse* ». Historiquement, puisqu'il est fait référence aux années 1930, je suis prêt à discuter fermement pour démontrer le contraire. Les fameux non-conformistes d'alors, s'ils ont une référence commune solide, qui les préservera à peu près tous du bolchevisme et du fascisme, c'est le *personnalisme* rebelle absolu au totalitarisme. A l'opposé si des hommes comme Doriot ou Rebatet ont sombré dans la collaboration, c'est que leurs mythologies respectives, nullement ailleurs mais de droite et de gauche rendaient follement désirable le « nouvel ordre européen ».

S'il y eut interrogation sur le fascisme et Mussolini, y compris par des hommes comme Mounier, ce fut au début de l'expérience mussolinienne, quand le duce n'avait pas encore fait oublier le plus brillant des dirigeants socialistes italiens. L'évolution étatique de son régime brisa toute illusion à son propos. Une illusion née d'une espérance et d'une rencontre de traditions différentes mais nullement étrangères les unes aux autres. En ce sens la N.A.F. n'inove pas. Dans les années 1910, puis les années 1930, le dialogue a été renoué entre légitimistes (socialistes féodaux) et proudhoniens héritiers de la grande pensée ouvrière recouverte et bafouée par la vague marxo-léniniste. Nous avons la faiblesse de croire que c'est de ce dialogue que naîtra une alternative à notre modèle de société industrielle. Nostalgie du moyen-âge ?

Pourquoi pas ? Les jacobins rêvaient à la république romaine, les marxistes à la communauté primitive. L'homme n'échappe pas si facilement à l'histoire et à ses images. La difficulté c'est leur puissance à féconder heureusement le présent.

LE XXI^e SIECLE SERA-T-IL LACANIE ?

Il n'est pas si facile de distinguer en politique comme en philosophie le neuf de l'ancien. Des Grecs à nos jours, on aurait plutôt l'im-

pression d'une répétition litanique du même. Quel apport bouleversant de la C.F.D.T. à l'autogestion par rapport aux théories du XIX^e siècle ? De M. Barre au libéralisme ? Quand Jérôme Bindé parle de Pierre Boutang comme d'un « phénomène paléolithique », je perçois à la fois une énorme injustice, et un formidable clin d'œil ironique de l'histoire. En son temps, Bloy le fut plus encore, paléolithique, sa rage de cette société de pourriture plus écœurante encore, à la grande frayeur des bien pensants ! Preuve supplémentaire de la charge subversive de cette tradition jamais en faute de révolte... J'irais plus loin : ce n'est pas tant de tradition qu'il faut parler ici, que de cri de colère de l'homme libre, libre des systèmes et des idéologies pour faire entendre la protestation née de l'honneur.

Mais c'est ainsi dessiner un bien singulier espace épistémologique. Pierre Legendre pourra-t-il analyser l'honneur, comme il dissout la paternité ? Je suis bien conscient d'aborder ici le sujet de querelles grave et décisif. Si la paternité comme l'enfance ne sont que des fantasmes charmeurs à partir desquels l'oppression se déchaîne, le XXI^e siècle sera peut-être lacanien : il ne restera rien de Bernanos dont la pensée et la protestation s'originent dans un sentiment d'enfance, dans un rêve d'enfant. Sans doute Jérôme Bindé s'insurgera-t-il et distinguera l'infantile de l'enfance. Mais je ne suis pas sûr que Pierre Legendre distingue et j'entends plutôt un rire que je ne qualifierai pas devant l'homme analysé qui s'effondre dans le reniement de ses croyances et de ses rêves.

Faut-il invoquer Nietzsche, ses trois métamorphoses, la dernière : l'enfance, *innocence et oubli, commencement nouveau... affirmation sainte...* Mais ce serait une défense trop rouée, fausse de surcroît pour Bernanos. L'intéressé se défend mieux à lui tout seul. En retrouvant le fameux texte d'où vient « *l'homme à cheval* » sujet de cette querelle, on saura de quoi il s'agit sans détours. « *Entre tant de fesse-mathieux qui rognent la vie comme un écu, tant d'avares, nous avons choisi d'être prodigues, simplement. Nous ne faisons grâce à notre vie d'homme d'aucun des rêves de l'enfance, et les plus beaux, les plus hardis, les plus avides...* » Dépouillés de celà, de l'aventure, l'image augurale de leur destin particulier, les individus sont réduits à cette « *terreur ingénue de la vie* » qui se lit sur trop de modernes visages. Jérôme Bindé peut-être rassuré. Les peuples « grands-enfants » ne se distinguent que par l'amour excessif qu'ils portent à la vie. On ne les mène pas par le bout du nez. Ils sont constitués d'hommes libres qui n'abdiquent pas. Si Clavel définit la monarchie comme *le pouvoir qui a le plus de chance de réduire le pouvoir de l'homme sur l'homme*, c'est qu'il l'inscrit dans un espace « bernanosien » où le sentiment de l'honneur sauve toujours la liberté. Peut-on la sauver autrement ?

Gérard LECLERC

(1) *Le Quotidien de Paris*, mardi 2 mai. On trouvera des extraits de l'article de Jérôme Bindé dans notre « presse au crible ».

(2) Un péché qu'excuse en partie la hantise de la politique étrangère.



p.c.

la cr

le diagnostic de roger pannequin

La crise du P.C.F. : crise de mutation, amorce d'une révision déchirante ? Crise congénitale due à l'ambiguïté de son statut dans une société industrielle avancée ? Ou simple avatar que la direction du Parti surmontera comme d'habitude en marginalisant ses contestataires à défaut de les exclure ? Nous avons demandé leur point de vue à deux anciens dirigeants communistes : Roger Pannequin et Pierre Daix.

Royaliste : Le P.C. traverse en ce moment une crise spectaculaire. Quelles en sont les raisons ? L'appareil du Parti a-t-il une conduite analogue à celle qu'il adopta lors des crises précédentes, en 1956 par exemple, ou après mai 1968 et l'invasion de la Tchécoslovaquie ?

Roger Pannequin : L'appareil tient compte des évolutions récentes et notamment du fait que ses adhérents ne sont plus en majorité, comme il y a vingt ans, soit des hommes de la Résistance, soit des ouvriers à la fois très organisés et très misérables. Actuellement, les ouvriers ont des conditions de vie meilleures et la moitié des adhérents sont venus au Parti après 1968 — ce qui prouve d'ailleurs que le P.C. reste

Nos lecteurs (voir « Royaliste » n° 257) et les participants des dernières journées royalistes connaissent déjà Roger Pannequin, ancien résistant et ancien membre du comité central du P.C. avant d'en être exclu en 1962 selon des procédés typiquement stalinien.

une passoire. Ce rajeunissement des adhérents interdit à l'appareil de reprendre, face à la situation actuelle, certains procédés stalinien. Mais je me refuse à appeler crise la situation actuelle. Lorsque le Comité Central déclare en substance : « Le bureau politique a toujours raison et nos sommes tous derrière le Secrétaire Gé-

néral », il traduit réellement, sinon ce qui existe en fait, du moins ce qu'il est capable d'imposer à la base. De l'imposer comment ? Eh bien avec des arguments très simples du style « la contestation vient d'intellectuels qui ne sont pas vraiment liés à la classe ouvrière. Les ouvriers ont d'autres soucis qu'Ellenstein et Althusser dans des domaines (inflation, chômage) où seul le Parti peut les défendre ».

Et surtout, la direction du Parti joue sur la vieille hostilité de la base envers les sociaux-démocrates, qui sont pires que des adversaires, des traîtres, même si parfois les communistes font mine de leur tendre la main. Il suffit que la direction dise qu'Ellenstein tombe dans le social-réformisme » pour que les adhérents pensent « sa place est au P.S. ». Et cela resserre les rangs du parti. Les communistes ont d'ailleurs misé — et on en a d'ailleurs discuté au moins une fois au Bureau politique — sur l'éclosion en trois du P.S. (Mauroy d'un côté, Rocard de l'autre et Mitterrand au milieu) à la faveur de l'échec électoral de la gauche. Ils n'ont pas été loin de la vérité d'ailleurs. Mais ils n'avaient pas prévu que cet échec créerait des remous dans leurs rangs, remous cependant insuffisants pour que l'on puisse parler de crise.

Royaliste : Pourtant, le P.C. semble avoir de moins en moins de prise sur la société française.

Roger Pannequin : Il est vrai que le P.C. vit une contradiction profonde, permanente et congénitale — comme d'ailleurs tous les partis communistes existant dans les pays capitalistes à société industrielle avancée et où l'on rencontre une longue tradition de démocratie bourgeoise. Cette contradiction est la suivante : Le P.C. qui se veut le parti de la classe ouvrière, est en même temps contraint de jouer le jeu de la démocratie bourgeoise et cherche

donc à attirer des couches d'électeurs qui ne font pas partie de la classe ouvrière.

Mais, du même coup, le P.C. ne peut être vraiment le parti de la classe ouvrière. Il délaisse les immigrés, qui sont les travailleurs les plus exploités parce qu'ils ne votent pas. Il ne recueille qu'un tiers des voix de l'électorat ouvrier. Au demeurant, celui-ci est moins « typé » dans la mesure où l'accumulation de misère à un pôle et de luxe à l'autre est devenue très relative, même s'il existe des situations scandaleuses et s'il est inadmissible de payer encore des gens 1800 F. par mois pour quarante heures de travail hebdomadaire.

En outre, les permanents du P.C., qui étaient de mon temps presque toujours des ouvriers ou des fils d'ouvriers, (si Pierre Daix n'a jamais été membre du Comité central alors que je l'ai été, c'est parce qu'il était fils d'instituteur et moi de mineur), sont de plus en plus souvent des fils de bourgeois et notamment d'enseignants. Et, de toute manière, s'il est vrai qu'au niveau des députés et des permanents le P.C. aligne encore beaucoup d'ouvriers, ceux-ci représentent des formes de production dépassées. Si l'on mettait maintenant sur une chaîne-transfert un ajusteur-mécanicien devenu depuis vingt ou vingt-cinq ans permanent du Parti, il serait complètement perdu et inutile.

La contradiction entre le dogme du « parti de la classe ouvrière » et les pesanteurs du jeu électoral amène le P.C. à osciller constamment entre deux lignes :

— en 1934, c'est **Front commun** ou **Front populaire** qui en est une version élargie aux classes moyennes et aux radicaux. Et c'est Dorian contre Thorez.

— en 1937-38, c'est **Front Populaire** ou **Front des Français** assorti de la main tendue aux travailleurs chrétiens.

ise?

— en 1945, c'est le comité d'union socialiste-communiste qui s'est réuni en vue de la fusion des deux partis, ou le Front national. Et le parti choisit le Front national, participe au gouvernement, utilise les ouvriers pour la production et pour remplir les coffres de la bourgeoisie en échange de quelques concessions très vite reprises par celle-ci.

— en 1952, à la ligne Thorez-Billoux (« l'ennemi c'est la bourgeoisie française ») s'oppose le mot d'ordre de Fajon et Duclos : « Front national uni ».

Que se passe-t-il maintenant ? La direction a pris peur en voyant avancer la CFDT dans les entreprises où la CGT avait un monopole (EDF par exemple.) Et la concurrence cédétiste et socialiste est une concurrence de gauche bien plus dangereuse que la classique concurrence des socialistes de droite style Bergeron. Il ne fait pas de doute que Ségué est à l'origine du raidissement du P.C., car il a eu peur que son parti ne devienne une force d'appoint du P.S., y compris dans la classe ouvrière : pour lui, les élections ne sont qu'un épisode secondaire. Marchais et Laurent, dont le mot d'ordre « union du peuple de France » a été barré, vont essayer de le reprendre mais en y ajoutant un paragraphe préliminaire : la classe ouvrière d'abord. Ils vont tenter le fameux compromis qui n'a jamais été réussi car il est impossible que les intérêts de la classe ouvrière soient identiques à ceux de la grande bourgeoisie. Or la ligne Union du peuple de France aboutit à la thèse suivante : « il n'y a plus de bourgeois et de capitalistes ; il n'y en a que 600 000 sur cinquante cinq millions de Français, familles comprises, à mettre de côté ». Le seul adversaire, d'ailleurs désigné très vaguement, est les multinationales. Je suis curieux de voir comment le XXIII^e Congrès va

dire « vive l'Union du peuple de France » tout en insistant quand même sur la priorité à accorder à la classe ouvrière, donc en isolant partiellement la bourgeoisie. Notons au passage que la tactique d'Union du peuple de France correspond au souci de l'URSS de ne pas déstabiliser l'Europe occidentale et de disposer de bourgeoisies « convenables » avec lesquelles passer des marchés.

Royaliste : Le fait que le débat au sein du P.C. soit semi-public, que des journaux comme « La Nouvelle Critique » ou « Paris hebdo » aient publié des articles critiques envers la ligne du Parti ne constitue-t-il pas un élément nouveau ?

Roger Pannequin : Pas tout à fait. Dans le passé, déjà des intellectuels comme Pierre Daix aux « Lettres Françaises » ou Paul Noirot à « Démocratie nouvelle » ont réussi à faire publier des points de vue qui ne coïncidaient pas totalement avec ceux de l'appareil. Le fait nouveau est que des journaux comme « Le Monde » ou « Le Matin » s'emparent du débat, qu'Ellenstein ou Althusser puissent critiquer le Parti dans les colonnes du « Monde » sans qu'on parle de les exclure. Quand j'ai été exclu en 1962, c'était, entre autres, parce que « Le Monde » avait publié ma prise de position en faveur de la réhabilitation d'André Marty.

Mais ne croyez pas à une générosité subite de l'appareil. C'est la pression extérieure qui interdit aux dirigeants de prononcer des exclusions sous peine de voir leur

recrutement chez les jeunes se tarir. Ceci dit, le fait que de nombreux communistes qui ne lisent jamais « Le Monde » l'aient acheté pour lire les critiques d'Ellenstein et d'Althusser est très positif, bien que ces critiques restent encore trop superficielles.

Royaliste : Cependant, Althusser remet directement en cause l'appareil du parti.

Roger Pannequin : Oui, mais il ne critique pas le fait que le Parti se considère comme à part de la classe ouvrière, alors que pour Marx le parti était l'ensemble de la classe ouvrière. Il est vrai qu'il a peut-être calculé ses coups et décidé de limiter pour l'instant sa critique. Mais il faut aussi souligner que les critiques d'Ellenstein et d'Althusser ont une audience limitée dans le Parti. Beaucoup de communistes honnêtes les considèrent comme des traîtres. Leur influence ne pourrait grandir que si des événements extérieurs brutaux survenaient : par exemple des grèves violentes prenant une fois de plus le Parti au dépourvu et le contraignant à prendre le train en marche.

Par ailleurs, cette contestation vient à point pour Marchais et Paul Laurent. Au lieu de supporter tout le poids de l'échec de la gauche, ils peuvent dire à leurs partenaires qu'ils « ne pouvaient faire autrement à cause des divergences au sein du parti », et en même temps mettre en valeur le fait que le Parti se démocratise.

Royaliste : Pensez-vous comme Michel Rocard que le P.C. est un parti inutile ?

Roger Pannequin : Si Michel Rocard veut dire qu'il est inutile sur le plan électoraliste il a raison, puisque le P.C. parle d'union du peuple de France, de victoire électorale et de ministres communistes tout en s'arrangeant pour que cela ne se réalise pas. De même lorsque le P.C. parle de révolution prolétarienne et demande l'autorisation de Moscou lorsqu'il a des chances de se produire, il ne sert à rien.

Mais si l'on envisage le problème de façon différente en se plaçant du point de vue de l'évolution générale de la société française, là je ne suis plus d'accord avec Michel Rocard. A défaut de servir d'espoir, le P.C. sert en effet de refuge. Il est capable d'organiser une résistance oppositionnelle, à condition qu'elle n'aille jamais jusqu'au renversement de la majorité. De la sorte, il obtient de la bourgeoisie des avantages dont il n'a pas à gérer les conséquences

économiques et financières. Il joue donc, avec l'appui de la C.G.T. et des municipalités qu'il contrôle, un rôle utile en matière de revendications économiques. Mais il se cantonne dans ce domaine, et tombe dans l'économisme pur que Lénine combattait déjà en 1902-1905 face à Martov. Ainsi le P.C. renonce à transformer les rapports sociaux. Or, même dans une optique réformatrice, même si on ne remet pas en question le mode de production, il est possible de modifier les rapports sociaux.

Mais le P.C. refuse cette modification : il s'indigne dès qu'on parle d'écologie, d'auto-gestion, de défense des usagers, puis pénètre les organisations pour les liquider ou pour tenter de récupérer le mouvement. Il a intérêt à ce que les rapports sociaux soient les plus tendus possibles, tout en cherchant à obtenir le maximum d'avantages économiques.

Royaliste : Le P.C. gère tout un potentiel de dévouement et de générosité. Comment mettre fin à cette situation ?

Roger Pannequin : La situation actuelle ne pourra être débloquée que sous l'action de mouvements extérieurs et par le développement d'autres formes de groupements. Il faut faire connaître et remettre en activité les formes d'organisation qui étaient jaillies spontanément du mouvement ouvrier avant Marx, et surtout avant Lénine : coopératives, mutuelles, phalanges, familistères... Certaines de ces tentatives de type proudhonien avaient permis aux ouvriers de montrer de remarquables talents de gestionnaires. Je pense par exemple au familistère de Guise dans l'Aisne.

Il faut former les Français à la gestion politique de tous les aspects de leur vie quotidienne, ce qui n'existe que rarement même dans les syndicats — exception faite de quelques syndicats CFDT. Il faut surtout que ces associations nouvelles soient indépendantes des partis. Les partis de gauche ont tenté de mettre la main sur ces associations lorsqu'elles se créaient. Le résultat ? La bourgeoisie a récupéré les organisations de consommateurs, et un de leurs leaders est un ami personnel de Giscard d'Estaing... Mais cette mutation nécessaire et urgente ne se fera que progressivement, sur dix ou quinze ans, voire davantage.

Propos recueillis par
Paul Maisonblanche

bibliographie

Pierre Daix

- Le socialisme du silence — Ed. du Seuil - franco 40 F.
- J'ai cru au matin - Ed. Lafont - franco 45 F.
- Ce que je sais de Soljenitsyne — Ed. Seuil - franco 31 F.
- Aragon, une vie à changer — Ed. Seuil - franco 51 F.

Roger Pannequin

- Adieu, camarades — Ed. Sagittaire - franco 58 F.
 - Ami, si tu tombes — Ed. Sagittaire - franco 51 F.
- Ces livres sont en vente au journal - CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

pierre daix :

“ Une stratégie de blocage ”

C'est la première fois que nous avons le plaisir d'accueillir dans nos colonnes Pierre Daix, venu lui aussi au Parti par la Résistance et la déportation. Ancien rédacteur en chef du quotidien « Ce soir », puis de l'hebdomadaire « Les lettres françaises », il vit disparaître ce dernier journal, le Parti ayant coupé les vivres à un organe qui avait pris trop au sérieux le rapport Khrouchtchev et la condamnation par le Bureau politique de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Quant à Daix, il ne fut pas exclu mais on se contenta de l'écœurer jusqu'à ce qu'il s'en aille en 1974. Comme quoi le stalinisme du P.C.F., s'il évolue dans ses procédés, continue à produire les mêmes effets.

Royaliste : Que pensez-vous de la crise du P.C.F.? Traduit-elle un changement notoire dans sa structure?

Pierre Daix : Je répondrai d'abord à la deuxième partie de votre question : non. Elle ne traduit pas un changement de structure du P.C.F. Pour l'essentiel, elle se joue même en dehors de lui. En effet, elle est la convergence de la crise du monde communiste ouverte depuis la mort de Staline et qui n'a cessé de s'aggraver depuis (schisme chinois, invasion de la Tchécoslovaquie, révolte dans les pays de l'Est, dissidents...) avec la crise de civilisation des sociétés industrielles capitalistes : n'oublions pas à cet égard que mai 68 avec la révolte étudiante et la remise en question de l'emprise du P.C. sur la classe ouvrière a constitué pour celui-ci une formidable gifle. Ces deux crises se sont rencontrées avec la crise — propre au P.C.F. — de la succession de Thorez.

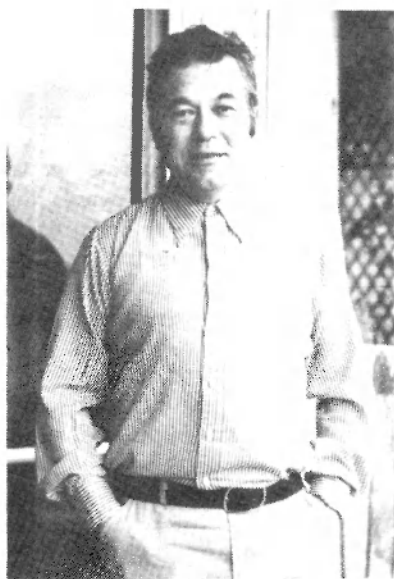
Cela se traduisait depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par une hémorragie de militants aggravée par les exclusions de Garaudy et Tillon. Mais toutes ces crises latentes ont été cristallisées par l'échec de la gauche. La nouveauté ce n'est pas qu'il y a crise c'est qu'autant de militants s'en rendent compte et le disent.

En ce qui concerne la structure, il y a un fait nouveau : en 1956 après le rapport Khrouchtchev, les militants ont été contraints de s'interroger sur le sens même du socialisme ; en 1968, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, ce qui a été en cause, c'est la possibilité pour le socialisme à l'Est de se réformer ; ici, avec l'échec de l'Union de la Gauche, les militants les plus critiques même Althusser ne mettent pas en question le sens et l'utilité du P.C.F. mais davantage son fonctionnement et le manque de démocratie en son sein.

Donc une crise plus limitée, mais en apparence seulement, car la mise en cause du fonctionnement aboutit inéluctablement à la mise en cause de la ligne du Parti. Car sa structure est liée à son idéologie. Tous les P.C., en effet, proposent un « raccourci » aux masses travailleuses, un changement radical et une rupture brutale liée à la prise du pouvoir. Cette idéologie justifie la militarisation et le cloisonnement du parti-avant-garde. Mais, après l'échec de l'Union de la Gauche, de nombreux militants remettent en question cette idéologie de la rupture qui n'est que le dernier avatar des vieux millénarismes.

Royaliste : Mais n'y a-t-il pas dans le même temps un changement dans la nature des P.C.?

Pierre Daix : Ces changements, qui se traduisent par la dénonciation des aspects les plus intolérables des régimes des pays de l'Est, sont superficiels. Après l'archipel du Goulag, le socialisme soviétique apparaissait en effet comme peu désirable pour les ouvriers français. Pour la première fois, ces derniers se rendaient



compte qu'avec le socialisme de l'Etat ils avaient beaucoup à perdre par rapport à ce qu'ils ont. Donc, le P.C. a dû faire la part du feu, lâcher le Goulag, la dictature du prolétariat, les hôpitaux psychiatriques. Mais il continue à réaffirmer sa solidarité avec le camp socialiste : autrement dit, il se borne à faire croire à ses militants qu'il s'agit d'aspects circonstanciels qui ne mettent pas en question le socialisme lui-même. Mais des militants se rendront peut-être compte que ce qu'ils constatent de mauvais dans le fonctionnement de leur parti est la réplique exacte des mécanismes selon lesquels fonctionnent les régimes de l'Est.

Mais si ce processus parvient à se développer, ce sera une œuvre de longue haleine et il ne faut rien en attendre dans l'immédiat. La stratégie de blocage adoptée par sa direction permettra au P.C. de persévérer dans son être, même si un certain nombre de militants s'en vont.

Royaliste : Pensez-vous avec Michel Rocard que le P.C.F. est un parti inutile?

Pierre Daix : Je ne reprendrai pas à mon compte la formule

de Rocard car elle implique une conception de la politique française selon laquelle le P.C.F. serait partie prenante comme les autres partis. Le P.C.F. existe en effet en dehors de lui-même. C'est l'héritier du vieux courant millénariste de la rupture, qui a jeté bas l'Ancien Régime en étant persuadé qu'il surgirait de cette chute le monde nouveau, qui ne l'a pas trouvé et qui a abouti seulement à mettre en place la bourgeoisie. Le P.C.F. est né de ce courant radical au sens fort du terme. Il reste branché sur les révolutions du type XIX^e siècle dont les auteurs disaient « Donnez-nous le pouvoir et nous ferons le reste ». Or, et sur ce plan Rocard a raison, le P.C. n'a pas compris le monde issu de la seconde guerre mondiale dans lequel c'est précisément le reste qui intéresse les gens. Ses militants se refusent à jouer leur partie dans le jeu politique bourgeois, d'abord à cause de leur idéologie de la rupture, ensuite parce qu'ils voient la crise comme une crise fatale du capitalisme. Ils sont incapables de la concevoir comme une crise culturelle globale dont la chute des naissances à l'Est comme à l'Ouest est un signe frappant parmi d'autres. C'est en cela que le P.C. va à l'encontre des buts qu'il proclame : il écarte en effet de la participation à la solution de la crise une fraction importante de la classe ouvrière. Or, cette participation est une des conditions nécessaires de cette solution. Autrement dit, le P.C.F. est la force de blocage qui empêche la classe ouvrière d'apporter dans la gestion de la crise son propre point de vue et d'y défendre ses intérêts de classe.

Propos recueillis par
Paul Maisonblanche

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

constantin cavafy

Jours anciens

Pourquoi la littérature sinon par amour ? Cet amour du langage que l'on nommait Muse (et les Muses sont filles de la Mémoire). En nos années d'usage, la Muse a mauvaise mine, laide et naine comme la conscience du conte de Mark Twain.

Lorsque l'homme n'est pas amant de la voix chantée, de la voix chantante du cœur, il se vante avec bassesse et sottise de son abrutissement volontaire et méthodique, il « démonte » le langage, « fait de la littérature » par snobisme et vénalité.

Voici des poèmes traduits, parce que l'admiration le commandait, et dont l'admiration resta le principe durant l'ouvrage de traduction.

Constantin Cavafy est né en 1863 à Alexandrie, d'une famille de commerçants grecs (les inévitables épiciers grecs de la Méditerranée). Il vécut dès son enfance en Angleterre, revint à Alexandrie à l'âge de trente ans après quelques voyages. Il occupa des fonctions médiocres, plus tard se constitua à la Bourse un petit capital et vécut alors de ce peu d'usage comme Marcel Proust. Comme Marcel Proust aussi, cette vie vaine (selon l'expression de Cavafy) s'est mouvementée de la satisfaction de son vice, d'un peu de culpabilité donc, de la peur du scandale, d'un petit mépris pour la morale.

Cavafy laisse une œuvre brève, 154 poèmes dit-on, quelques traductions de Shelley, d'Annunzio, Victor Hugo, Musset, et des lettres.

Plusieurs des poèmes présentés par Bruno Roy étaient inédits, ils portent tous la même intention, pourraient former un huitième discours du Banquet de Platon.

Notons encore, avant de préciser quels sont ces poèmes, que Cavafy les écrivit passé l'âge de cinquante ans.

De misérables souvenirs d'anciennes et furtives rencontres, de la jouissance partagée dans la crainte d'être vus, l'admiration

d'un beau corps qui vieillit vite, dans la débauche, par la parole poétique que se transmutent en joie lente et durable, en joie pure et éternelle. Éternelle à la lettre, Proust qui n'était pas croyant conçoit l'âme immortelle sous les traits de la mémoire, constituée par la parole.

C'est ainsi que le Chant sauve du néant les gestes vains. Cavafy avoue et consent à la misère humaine, il consent aussi à sa sublimation.

Le poète tente d'approcher le corps mystique de la beauté, de saisir (comme dit Supervielle), par les souvenirs langagiers de ces corps jadis aimés, ou entrevus seulement. Le langage est intermédiaire, recours à qui « pêcheurs doivent tous recourir », médiateur entre la beauté salvatrice et les « Regrets » des jours anciens. Le langage en un mot intercède.

Ainsi Cavafy, pour son respect du langage, pour avoir espéré en la puissance salvatrice du Chant, pour avoir tâché d'être juste dans la prononciation des noms (ce qui sonne à chaque fois comme une prophétie), au

pire sujet d'une vie vaine et viciée, peut-il nous guider vers cette conversion impérative de notre langue, aujourd'hui blasphématoire.

Le traducteur de Cavafy a été sensible à cette justesse des noms qui porte avec soi une justice de race divine. Le souci de la parole, telle qu'elle apparaît toujours, liée à une nation, à une tradition, se transmet, la poésie alors se traduit.

Ghislain SARTORIS

Jours anciens — Constantin Cavafy, Ed. Fata Morgana, traduction de Bruno Roy. En vente au journal franco 50 F.

la mauvaise humeur

vachement doués ...

Pendant plusieurs jours, à la radio, à la télé, il n'y en a que pour eux. L'opinion s'est émue. Elle venait de découvrir un nouveau drame caché : les surdoués.

De pauvres gosses, qui s'ennuient en classe, dont les énormes qualités intellectuelles sont progressivement émoussées au point que ces prédestinés premiers de classes finissent dans la peau de cancre redoublants. Drame des parents auxquels des enseignants débordés confient que leurs petits génies devraient prendre du valium... On comprend que de graves messieurs veuillent — comme on dit — se pencher sur le problème. Une association s'est formée. Elle organise des congrès, tel celui qui vient de se tenir à Nice sous le haut patronage de M. le Maire.

Vous avez lu dans vos quotidiens habituels des extraits choisis des communications d'experts à ce congrès. Si vous n'avez pas eu alors quelques moments d'angoisse, c'est que vous êtes blindés. A part deux ou trois bons moments comme l'intervention du Pr Albert Jacquard dont le contenu cassait la baraque des orga-

niseurs (mais c'était trop bref) ils s'en sont donné à cœur joie les maniaques du Q.I. et les surhommes de la Mensa. On comprend qu'un enfant, un vrai, objet de tant de sollicitudes ait fini par s'emparer du micro pour dire qu'il ne tenait pas du tout à être toute sa vie Monsieur Surdoué et que la vérité c'était que l'école abêtissait tout le monde.

Mais les organisateurs ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils avaient leurs idées de derrière la tête et les ont distillées tout au long de leurs débats, avec plus ou moins de prudence. Christiane Rochefort dans un excellent papier de Libé a su les ramasser jusqu'à constituer un florilège de première qualité (sacrément douée !). Pillons la sans vergogne. Un certain Iraj Broomand iranien et président international de l'association n'y a pas été de main morte : « Nous vou-

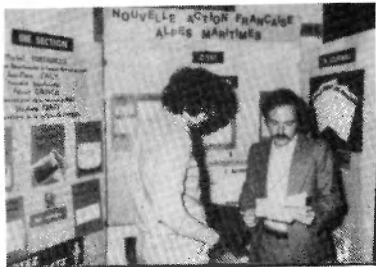
lons sélectionner des enfants... capables de devenir des leaders. »

« Nous voulons détecter des chefs. » Mais comment donc, a ajouté Debray-Ritzen (ça ne vous dit rien ?) Il nous faut pour obtenir ces chefs un corps de techniciens qui détecteraient les Q.I. de haut vol. Rémy Chauvin que la sociologie animale a rendu spécialement attentif au sort des chers petits a dit le mot exact : il faut rationaliser l'élite. Et l'Américain de service a élargi la question à ses vraies dimensions « La solution « surdoués » est une solution pour la société ». Fermez le ban.

Faut-il ajouter que l'association nationale pour les surdoués n'est pas sans rapport avec un certain G.R.E.C.E., lui-même fort lié à une revue Nouvelle Ecole, dont les animateurs... Bref vous avez compris. Mais depuis que la N.A.F. a jeté l'alarme, les gens ne sont guère doués de la compronette...

G.L.

P.S. Evidemment, la lettre Royaliste des Alpes-Maritimes et la section niçoise de la N.A.F. ont vivement réagi. A peu près seuls ...



Dubois et Monet au stand
« Alpes Maritimes »



Au stand librairie.



Quand Epinal rend visite aux
Bretons.



Nicolas Lucas présente l'ac-
tion des Angevins.

4^{èmes} journées royalistes

"contre le pouvoir de l'homme sur l'homme"

maurice clavel

« Repenser la politique ». Tel était le thème général de nos journées royalistes qui se sont tenues les 29 et 30 avril à Paris, salle des Horticulteurs. Le sujet s'imposait particulièrement à l'heure où l'échec dérisoire de la gauche ne redonne pas pour autant la moindre crédibilité à une droite qui apparaît de plus en plus comme la gestionnaire des intérêts d'une caste.

Cette préoccupation était très forte parmi les participants des forums qui, de l'urbanisme à l'entreprise recherchèrent de nouvelles formes de luttes politiques et de nouveaux moyens de limiter le pouvoir omniprésent des appareils étatiques ou para-étatiques sur les citoyens. Elle trouva une réponse dans le débat du samedi après-midi : tous les orateurs aussi bien René-Victor Pilhès que Jean-Marie Domenach, Roger Pannequin que Philippe de Saint-Robert constatèrent que les partis confisquent la parole et font vivre les électeurs par procuration. Le remède à cela ? Pour Roger Pannequin, le développement de nouvelles formes d'association allant de la mutuelle à la coopérative, pour René Victor Pilhès, peut-être un roi... CERES !

Le roi CERES n'est pas en tout cas une idée chère à Pierre Boutang. Elle sent par trop le replâtrage fleurdelysé des appareils politiques. Et notre ami, au cours d'une brillante conférence, s'attache à montrer qu'un capétien n'était ni un semi-Giscard — comme le pense Jean-Marie Benoist — ni un énarque en mal de pouvoir à la façon de Chevenement ou de Rocard. Il est avant tout celui en qui le pouvoir s'incarne donc, se limite car il cesse alors d'être une abstraction. Il est aussi celui qui permet les révolutions nécessaires sans pour autant soumettre la société au nihilisme despotico-terroriste. « Nous avons avantage à ce que cette société de pourriture aille vers sa pourriture complète » s'écria Pierre Boutang. Mais pas pour permettre à de nouveaux Possédés de dicter leur loi comme en Italie. Et l'Espagne nous enseigne que la monarchie est le meilleur des moyens termes pour nous permettre d'échapper à ce genre de dilemme.

Alors le soulèvement de la vie en Mai 68 retrouvera ses chances et évitera soit d'avorter soit de déraiper dans le sang. C'est de ce sujet dont nous entretenons le len-

demain Maurice Clavel au cours d'une conférence extraordinaire, partie monologue, partie dialogue avec Boutang, partie débat avec la salle. Et Maurice Clavel qui n'est pas monarchiste à cause du iste final, mais voit dans la monarchie un recours, conclut en déclarant : « Les chances de la monarchie seront à la mesure de sa capacité à se manifester comme la réalité métaphysico-historique qui est par essence la plus diamétralement opposée et qui a le plus de chance de réduire non pas le pouvoir mais le pouvoir de l'homme sur l'homme ».

Cette conception du recours royal en 1978 nous plaît. Nous ne sommes pas des idéologues de la monarchie à la façon de Bonald ou de Joseph de Maistre. Nous n'en faisons pas une réalité transcendante mais un humble moyen de débloquent le jeu politique français. Mais n'est-ce pas comme cela que le Comte de Paris la conçoit ? Il est vrai qu'il n'est pas plus monarchiste que Maurice Clavel. Dieu merci !

Paul MAISONBLANCHE

la fête

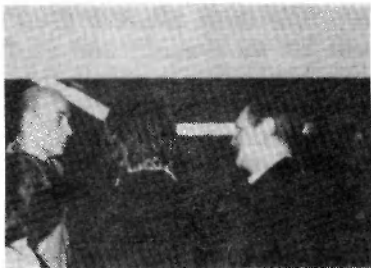
29 avril, 21 heures environ, nous nous retrouvons avec du folk (Pieronel), de la chanson française « style cabaret » et puis Newton expérience. Ce dernier groupe semble avoir fait l'unanimité dans l'enthousiasme (1). Cet enthousiasme doit-il nous encourager à persévérer dans cette direction ?

En effet, il semble que certains auraient préféré danser, faire la fête. Après une journée de réflexion, on a envie de se défouler ! La fête est un moyen. N'est-elle pas encore plus réussie quand elle s'ouvre sur l'extérieur ? Quand un chanteur ou un musicien draine et fusionne militants et public externe ? La fête a-t-elle un sens si nous nous replions sur nous-mêmes ?

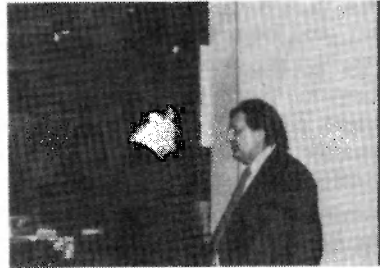
Les Royalistes sont à l'avant garde avec les nouveaux philosophes, ils auront à cœur d'être de leur temps en matière de chansons ou de musique. Qu'en pensez-vous ? On pourrait y réfléchir ensemble...

F.V.

(1) Le dernier disque de Newton expérience est en vente au journal au prix de 40 F franco.



Gabriel Matzneff, Bertrand
Renouvin, Pierre Boutang.



Pierre Boutang en conver-
sation avec Marcel Jullian.



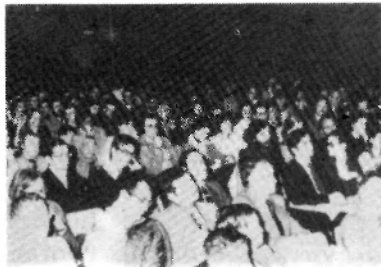
La tribune pendant le débat
« repenser la politique ».



René Victor Pilhès et Jean
Marie Domenach.



Roger Pannequin et Gérard Leclerc.



Une partie de la salle pendant le débat «repenser la politique»



Abel Pomarède et Pierre Boutang.



Philippe de Saint Robert.

“ repenser la politique ” sans temps morts ...

A Lille, à Nantes, à Rennes, à Bordeaux, à Lyon, dans toutes les grandes villes de France des affiches bleues et blanches avaient annoncé les Journées royalistes, mais à Paris les militants s'étaient surpassés. Nous n'avions négligé aucune des formes de propagande qui nous sont accessibles, si bien que le 29 avril au matin les militants qui s'affairaient dans les locaux du journal, préparant les dernières caisses de librairie, furent à peine surpris de cet appel téléphonique : « Allo, la N.A.F. ? Quand arrivez-vous ? Nous sommes déjà plusieurs dizaines à attendre ». Il était 8 h 30, deux heures avant le moment prévu pour l'ouverture des portes des salles que nous avions louées rue de Grenelle. Les deux jours

qui ont suivi n'ont pas démenti cet heureux commencement.

Pour nous, militants de Paris, qui avons « fait » toutes les journées royalistes depuis 1975, la satisfaction n'est pas mince d'avoir battu tous les records : record des entrées, de la vente de livres, des abonnements au journal, etc. Mais il y a aussi tout ce qui n'est pas chiffrable : l'ambiance chaleureuse, le sentiment de la victoire possible, la qualité des débats dans les forums. A aucun moment il n'y eut de fléchissement. Les débats surchauffés avec Pilhes, Domenach, Pannequin et Saint-Robert — et qui avaient attiré un maximum de participants venus exprès pour ces personnalités — n'étaient pas encore achevés que nous voyions

affluer aux portes de la grande salle un public nouveau venu pour assister à la conférence de Pierre Boutang. Les temps morts ? Ils furent comblés par des débats spontanés dans un hall bondé où l'on remarquait de très nombreuses personnalités comme Marcel Jullian, Jean Dutourd, Gabriel Matzneff, Bernard Fournier — président de l'U.J.P. — Bernard Vincenti — représentant de Michel Jobert, Philippe Sénart, M^e J.M. Varant, Guy Coutant de Saisseval, Gilbert Pilleul de l'Institut Charles de Gaulle — ou encore Paul Thorez - fils de Maurice Thorez — et Jean-Loup Bernanos que Gérard Leclerc devait inviter à monter à la tribune dans un grand moment d'émotion, lors du débat avec Clavel.

Si le grand moment des Journées fut incontestablement celui où Maurice Clavel se mêla à un public subjugué, là où le débat frisait le happening sans perdre d'intérêt, le meeting qui suivit avec Bertrand Renouvin, Marie Lesage, Stéphane Monet et Gérard Leclerc ne permit en rien à la foule de reprendre son souffle. C'est que les nouveaux royalistes ont tant de choses à dire que 365 journées royalistes par an ne suffiraient pas à calmer leur ardeur militante. Vous en aurez pour preuve la campagne d'action qui démarre cette semaine avec pour objectif de renforcer l'implantation territoriale de notre mouvement.

F.A.



La fête : Jane et Patrick.



Maurice Clavel est présenté par Yves Lemaignan.



Maurice Clavel au cours de son exposé.



Pendant que Clavel parle...

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

éditorial



par
bertrand
renouvin

quelle

démocratie ?

Des soldats français meurent au Liban. Au Tchad et en Mauritanie, d'autres soldats français sont engagés dans des opérations militaires, risquent leur vie — comme ces aviateurs qui ont récemment bombardé une colonne du Polisario.

Pourquoi ? Le gouvernement refuse de répondre clairement, le ministre des Affaires étrangères se contentant d'invoquer des accords de coopération et la protection des ressortissants français. Comme si un bombardement en plein désert avait un rapport avec la protection des Français vivant en Mauritanie. Les Français continueront donc à ignorer les véritables objectifs de la politique gouvernementale, en Afrique comme au Proche Orient — où nos troupes n'opèrent même pas sous commandement français. Cela un mois après des élections où, paraît-il, le peuple souverain a choisi, en même temps que ses dirigeants, une politique.

SALES GUERRES

Mais cette politique n'existe peut-être pas et pendant la campagne électorale, la majorité n'a pas posé la question des interventions militaires. Pas de

consultation. Pas de choix. Mais des mensonges officiels pour que les citoyens ne s'aperçoivent pas que leur pays risque d'être entraîné dans de sales guerres. C'est ce que M. Giscard d'Estaing appelle la « démocratie française ». Une « démocratie » qui exclut la diplomatie, conduite par quelques hommes dans la clandestinité. Une « démocratie » qui exclut l'économie puisque le gouvernement a attendu le lendemain des élections pour dévoiler son plan, qui aboutira à un surcroît de chômage et d'inflation.

Quand à la politique politicienne, telle que Giscard voudrait la faire évoluer, elle ne semble pas correspondre aux désirs et aux refus exprimés les 12 et 19 mars derniers : alors qu'une courte majorité d'électeurs manifestait son refus de la gauche, le Président de la République a repris son vieux rêve d'un « gouvernement au centre » qui, en associant des socialistes au parti giscardien, rejetterait dans deux ghettos les communistes et les chiraquiens. D'où la proposition faite au Parti socialiste d'envoyer un représentant à la conférence sur le désarmement.

TROMPERIES

Je ne sais si la présence de Jean-Pierre Cot dans la délégation française marquera le début d'un renversement des alliances. Mais il est certain qu'à gauche comme à droite les électeurs ont été trompés :

— D'abord par le Président de la République, qui s'était présenté comme le rempart contre une « aventure collectiviste ». Le voici maintenant qui se prépare à pactiser avec ceux qu'il désignait comme de dangereux adversaires.

— Ensuite par M. Mitterrand qui s'est toujours présenté comme le chef incorruptible d'une opposition pure et dure. Et le voici qui accepte de cautionner une partie de cette politique présidentielle qu'il criblait de flèches il y a quelques semaines. C'est sans doute ce que le Premier secrétaire du P.S. appelle la « démocratie socialiste ».

Une « démocratie » qui, de gauche comme de droite, se moque des électeurs. Des partis « démocratiques » et parfois même favorables à l'autogestion, qui se moquent de leurs militants : de même que la direction communiste n'a pas informé ses militants de ses véritables objectifs, la direction socialiste a décidé d'envoyer Jean-Pierre Cot aux Etats-Unis sans consulter la « base ». Voilà comment on vit la démocratie dans cette gauche si prompt à donner des leçons. N'avions-nous pas raison de dénoncer le détournement d'espérance qu'elle est en train d'opérer, et de

refuser le piège de la logique partisane dans lequel certains voulaient nous enfermer ?

Mais il ne suffit pas d'avoir raison. La faillite des partis politiques recèle autant de dangers qu'elle offre de possibilités. Le premier risque est la démobilité de militants dégoûtés par les conflits d'appareils et les combines d'état-majors, qui ferait perdre au pays tout potentiel de dévouement et de générosité. Le second danger est que le désespoir engendre le terrorisme sur le modèle de ces Brigades Rouges qui ont assassiné dans des conditions odieuses Aldo Moro. Un tel comportement n'est pas seulement criminel il est aussi suicidaire :

L'inévitable répression ne viserait pas seulement les réseaux de tueurs et de poseurs de bombes, mais tous les marginaux que le « libéralisme avancé » a jusqu'à présent tolérés.

SPONTANEITE

Il y a, heureusement, d'autres éventualités. Comme le montre Roger Pannequin dans ce numéro, d'autres formes d'associations peuvent naître ou renaître aujourd'hui. S'il faut se garder des utopies du siècle dernier, qui auraient engendré des systèmes parfaitement totalitaires, comment ne pas souhaiter que le mouvement ouvrier retrouve les traditions de lutte et d'organisation qui étaient les siennes avant le triomphe des bureaucraties bolcheviques ou réformistes ? De même, les organisations spontanées qui se sont créées après mai 1968 témoignent d'une volonté de participer différemment à la vie publique.

Mais la spontanéité ne suffit pas. Partis politiques et pouvoirs publics s'entendent à merveille pour récupérer ou détruire tout ce qui se crée contre eux ou en dehors d'eux. Anne Gaillard quitte la radio, parce que la défense des consommateurs gêne de puissants intérêts. Les ouvriers de Lip continuent de se battre dans l'indifférence des syndicats — quant il ne s'agit pas d'hostilité. Et l'écologie est devenue la proie des partis de droite et de gauche... Mais comment un pouvoir prisonnier des partis pourrait-il instituer un nouveau dialogue avec les citoyens, arbitrer entre les intérêts qu'ils défendent, accueillir des revendications qui ne sont pas formulées par les politiciens professionnels ? C'est dire que la participation des Français à la vie politique restera illusoire tant que la question du pouvoir n'aura pas été résolue.

Bertrand RENOUVIN